

## Assumer nos succès

C'est l'éternelle histoire du verre à moitié vide et du verre à moitié plein. Avez-vous observé que l'on analyse beaucoup plus les malheurs du quotidien que les moments heureux ? Il y a quelques années, avec des amis de Grenoble, nous avons lancé un "laboratoire de sociologie des moments heureux" nous y avons pris du plaisir, mais cette aventure n'a pas attiré beaucoup d'attention.

Trop souvent présentée comme une pesante charge qui peut conduire à la ruine, la sécurité sociale est en fait très sollicitée pour assumer les succès qu'elle a elle-même induits ou au moins qu'elle a accompagnés.

Il serait inconvenant, voire irresponsable de négliger cet aspect, concrètement, de faillir aux promesses que nous avons fait émerger. Celles et ceux qui ont pu bénéficier de la sécurité garantie par des décennies de solidarité organisée ne sauraient être abandonnés sur le bord de la route pour des raisons qui tiennent davantage à un nouveau partage des bénéfices qu'à des nécessités incontournables.

Une telle attitude, que nous définirons résolument comme "constructive", suppose que nous sachions accueillir les critiques comme des stimulations à "faire mieux".

### Assumer les critiques

En effet, des problèmes réels existent et nous croyons pouvoir affirmer qu'il y a crise au moins dans le sens où l'État-protecteur est largement problématisé sur plusieurs de ses dimensions profondément interdépendantes.

- C'est d'abord le constat de l'existence de vastes zones d'inefficacité, malgré l'ampleur des moyens investis, voire l'observation de la résurgence de nouvelles formes de marginalité. En quelque sorte, l'État-protecteur serait à bout de souffle et produirait même des effets diamétralement opposés à ses objectifs fondamentaux<sup>1</sup>. Ces échecs, qui sont aussi des "effets pervers"<sup>2</sup>, ont été mis en évidence par nombre de recherches récentes ; ils touchent les marges ou le noyau sur les principales dimensions de la politique sociale<sup>3</sup>.
- En outre, il se serait développé sur des bases trop souvent corporatistes entraînant une atomisation des groupes sociaux aussi bien au niveau des bénéficiaires que des professionnels engagés dans les organisations qui le constituent.
- L'accroissement des coûts de ses prestations conduit à une situation de tension dans laquelle on voit se développer un fossé entre les dépenses sociales et les ressources fournies par les prélèvements fiscaux. La multiplication des formes de refus de l'accroissement de l'impôt induit une remise en cause des possibilités de financement de l'État-protecteur.
- Par ailleurs, la structure même des besoins connaît une transformation notable qui appelle des réorientations d'autant plus nécessaires que les ressources sont limitées. Il faut oser des

---

<sup>1</sup>Voir à ce propos : G. Gozzi, "Critica dello stato sociale", in : *Quaderni piacentini*, 8, 1983, pp. 64 ss.

<sup>2</sup>Les "effets pervers" ont été particulièrement mis en évidence par Raymond Boudon; ce sont des effets émergents indésirables, nés de l'agrégation d'actes individuels et non recherchés par les acteurs; exemple : l'embouteillage. Le bouchon est préjudiciable à tous les automobilistes, mais, évidemment, aucun ne l'a voulu. Voir : P. Bénétou, "Logique et prégance du social", *Revue Tocqueville*, 3, 1, 1980-1981, pp. 119-136.

<sup>3</sup>Voir, entre autres : R. Girod, P. de Laubier, *La politique sociale dans les pays occidentaux, 1945-1980*, Réalités sociales, Lausanne, 1982.

changements significatifs, ce qui ne va pas de soi dans ces appareils qui se sont souvent laissés envahir par la bureaucratie et les intérêts corporatistes.

- Enfin, l'émergence de nouvelles formes culturelles portées par des mouvements qui opèrent au sein de la société civile interpelle vigoureusement la légitimité même des grands organismes d'État centralisés. La force intégratrice des politiques sociales perd de sa vigueur<sup>4</sup>.

Prendre au sérieux ces faits, ces hésitations, voire ces échecs, c'est le point de départ d'un engagement pour une consolidation des politiques sociales.

### **Assumer nos succès**

C'est l'une des questions essentielles.

Il est légitime et sain de critiquer une institution quand elle a commis des erreurs ou lorsque son fonctionnement laisse à désirer. Les politiques sociales n'échappent pas à cette règle, nous n'avons pas manqué de l'appliquer dans les chapitres précédents. Cela dit, ce sont souvent les succès de la sécurité sociale qui lui valent des salves de reproches. Paradoxe. Expliquons-nous. Pour de multiples raisons, mais surtout avec le soutien des politiques sociales, nos sociétés ont conquis des avantages majeurs.

- L'espérance de vie a fait un bond de 15 ans en quelques décennies. Et la vieillesse n'est plus synonyme de pauvreté (au moins pour le plus grand nombre).
- Le progrès est encore plus marqué chez les personnes handicapées ; certaines catégories d'entre elles ont même vu leur espérance de vie doubler.
- Divers groupes de population ont accédé à une plus grande autonomie. C'est en particulier le cas des femmes dont les droits propres se sont renforcés et qui disposent d'une sécurité sociale à titre personnel.
- L'accès à la formation s'est considérablement élargi. La proportion de jeunes diplômés a connu une progression coûteuse mais déterminante pour l'avenir du pays.
- La protection contre les conséquences de l'accident et de la maladie s'est nettement améliorée.
- Les souffrances et les cassures engendrées par un chômage lourd et durable ont été atténuées (trop peu, il est vrai) grâce à des prestations d'assurances.

Et cette liste d'apports précieux et irremplaçables de la sécurité sociale est loin d'être exhaustive. Ses avantages et ses services ont un coût, souvent ils permettent des économies substantielles en termes de dépenses, de souffrances, mais aussi de dégradation des femmes et des hommes.

Les quelques dérapages qui ont pu se produire sont peu de chose en comparaison des contributions à l'amélioration du bien-être social. On ne peut avoir le beurre et l'argent du beurre. Il est des factures qu'il faut savoir payer avec reconnaissance, confiance et optimisme.

### **Un regard positif sur les politiques sociales**

Face aux détracteurs de cette grande œuvre des deux derniers siècles, il est urgent de rappeler l'essentiel. Nous n'osons pas penser à ce que seraient nos sociétés sans l'édifice de la sécurité sociale. D'ailleurs, celle-ci n'est pas seulement garantie contre les mauvais jours, elle est porteuse de promesses d'avenir. Dans cette perspective, nous avons accueilli avec grand intérêt ces propos récents de M. Valterio, Directeur suppléant de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) : " En contribuant à la cohésion sociale et en améliorant le sort de millions d'individus, la sécurité sociale représente une conquête majeure du XXe siècle. Ceux que l'on a nommé les néo-libéraux sont en train de l'attaquer dans ses fondements même, au risque d'ébranler la cohésion sociale et par conséquent la croissance économique. Montrer ces dangers est devenu légitime, sinon néces-

---

<sup>4</sup>Voir : M. Janowitz, *Social control of the Welfare-State*, Chicago and London, 1976, p. 80.

saire. Il s'agit de rappeler le rôle indispensable de la sécurité sociale dans la situation actuelle, de la dépouiller des oppositions où elle se trouve souvent confinée, bref de réaffirmer des mécanismes et des interactions qui doivent être connus de tous puisque, dans notre démocratie, c'est la société civile qui décide en dernier lieu du sens à donner au développement économique et social<sup>5</sup>. Le réveil inscrit dans l'histoire à Seattle et les préoccupations sociales exprimées à Davos comme à Porto Alegre sont là pour nous le rappeler.

---

<sup>5</sup>M. Valterio, " Le maintien d'une sécurité sociale solidaire comme préalable à un développement économique et social harmonieux ", *Sécurité sociale*, mars, 2000.